

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

LE GRAND PERIGUEUX
COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION

1 Boulevard Lakanal
24000 PERIGUEUX

ARRETE
DU PRESIDENT

Objet : Création régie d'avances « Communication » : Nomination

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux

Vu les articles L5211-9 et L5211-10 du Code Général des Collectivités Locales

Vu la délibération n°2020-035 du 16 juillet 2020 portant délégation de pouvoir de l'assemblée délibérante au Président.

Vu la décision instituant une régie d'avances COMMUNICATION.

Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal.

22/12/2022

ARRETE

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE PERIGUEUX
15, rue du 26^e Régiment d'Infanterie
CS 61000
24053 PERIGUEUX CEDEX

Article 1 : A compter du 02 janvier 2023, Madame Nathalie MANET-CARBONNIERE est nommée régisseuse de la régie de dépenses COMMUNICATION avec mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de constitution de la régie.

Article 2 : A compter du 02 janvier 2023, En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Nathalie MANET-CARBONNIERE sera remplacée par Mme Lucie RIERA, nommée mandataire suppléante.

Article 3 : Madame Nathalie MANET-CARBONNIERE n'est pas astreinte à constituer un cautionnement ni la mandataire.

Article 4 : La régisseuse et la mandataire sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'elles ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elles ont éventuellement effectués.

Article 5 : La régisseuse et la mandataire ne doivent pas exiger ou percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 6 : La régisseuse et la mandataire sont tenues de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 7 : La régisseuse et la mandataire sont tenues d'appliquer, chacun en ce qui la concerne, les dispositions du décret du 29 décembre 1997 et notamment celle qui leur est faite d'établir un procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Article 8 : Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Dordogne
- Monsieur le Trésorier Principal
- Aux intéressées.

Fait à Périgueux, le 22 DEC. 2022

Le Président
Jacques AUZOU

Pour Avis conforme, le Comptable
Assignataire
Jacques BREDECHE, rue du 14-Juillet, 1^{er} étage
CS 6110
24053 PERIGUEUX CEDEX

Vu pour acceptation (manuscrite), le régisseur

Vu pour acceptation (manuscrite), la
mandataire suppléante